

Les femmes de la République de Maurice ont fait d'énormes progrès



Page 3



L'atelier régional de la SADC se concentre sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire

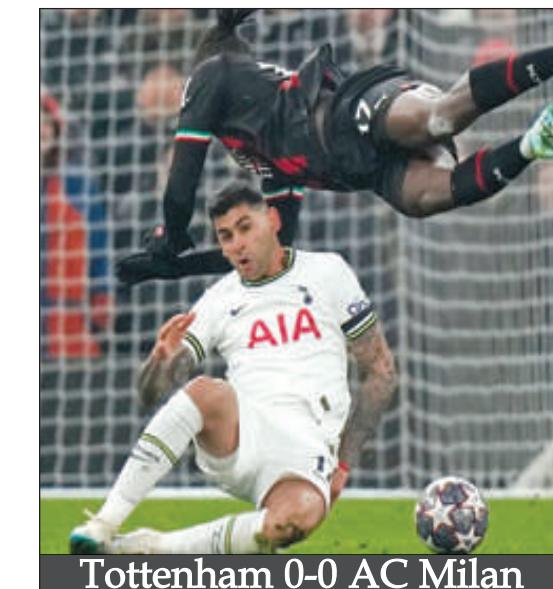
Page 3



Bayern Munich 2-0 PSG

Les hôtes accèdent aux quarts de finale alors que les géants français échouent à nouveau

Page 8



Tottenham 0-0 AC Milan



En Géorgie, des milliers de personnes manifestent contre une loi sur les "agents de l'étranger"



Page 4

Réforme des retraites : à Paris, des manifestants décidés à "mettre la France à l'arrêt"



Page 4

Foot News

L'équipe d'Antonio Conte éliminée de la Ligue des champions alors que la sécheresse des trophées de 15 ans se poursuit

Page 8

A la télé aujourd'hui



07.15 Local: Les Grandes Lignes
08.00 Local: Profil
08.45 Local: Saveurs Plus
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.40 Tele: Fierce Angel
13.25 MBC Production
14.35 D.Anime: L'Heure Du Conte
15.21 D.Anime: Sam Le Pompier
15.31 D.Anime: Tempete De

Boule..
15.52 D.Anime: The Adventure Of...
16.15 D.Anime: Llama Llama
17.04 D.Anime: Dee Dee The Little
17.28 Serial: Creeped Out
18.00 Live: Samachar
18.31 Serial: Surya Puran
18.55 Jag Jaanani Maa...
19.30 Journal & La Meteo
20.25 Local: Les Grands Noms...
22.10 Serial: Rookie Blue
23.00 Le Journal



07.00 DDI Live
10.00 Serial: Wafa Lazim To Nahin
11.11 Serial: Pyar Ke Sadqay
12.02 Film: Billia Pandi
13.57 Mag: DDI Mag
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.04 Sondha Bandham

16.27 Serial: Rabba Mainu Maaf...
16.44 Serial: Saaton Vachanwa...
17.11 Serial: Bhakharwadi
17.30 Serial: Ishaaron Ishaaron...
18.01 Oh! My Sweet Liar!
19.00 Live: Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.00 Serial: Mushk
20.44 Local: Anjuman
21.09 Local: Urdu Programme
22.04 DDI Live



07.00 Mag: Border Crossing
07.51 Doc: Paradis Perdus
08.42 Doc: Fine Arts Sculptures
09.37 Mag: Saladeria
12.05 Mag: Shift
15.14 Doc: Saladeria
15.19 Doc: Troubled Treasures
17.12 Mag: Eco India
17.38 Mag: Shift

17.52 Doc: Foodland
19.00 Student Support Prog...
20.30 Live: News
20.53 Doc: Fine Arts Sculptures
21.45 Mag: Sky Eye
22.11 Doc: Nature's Survivors
22.54 Doc: Girls For Future
23.37 Doc: Foodland
23.50 Doc: Will Roots Save the World?
00.22 Mag: World Stories
00.46 Doc: Castless



00.38 Film: Bull Shark
02.51 Film: Torpedo
04.33 Tele: Tour De Babel
06.03 Film: Boyhood
08.45 Serial: Wanted
09.30 La Beute Du Diable
09.57 Tele: A Que No Me Dejas
10.22 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: Elementary
11.46 Film: Torpedo

13.31 Tele: Tour De Babel
14.45 Film: Extortion
16.35 Serial: Wanted
17.15 Serial: Madam Secretary
18.05 Tele: La Beaute Du Diable
18.26 Tele: A Que No Me Dejas
19.00 Tele: Fierce Angel
19.34 Serial: Creeped Out
20.05 Tele: L'Envers Du Paradis
20.30 Serial: F.B.I
21.20 Film: Shut In



06.32 Film: Alag Starring: Akshay Kapoor, Dia Mirza
10.46 / 20.30 - Radha Krishna
11.17 / 21.00 - Anupamaa
11.47 / 21.30 - Mere Sai
12.19 / 22.00 - Kismat Ki Lakiron
12.44 / 22.03 - Yeh Teri

Galiyan
13.13 / 22.30 - Patiala Babes
14.25 / 23.00 - Highway On MyPlate
14.53 Bade Acche Lagte Hai
15.13 Film: Amar Akhbar Anthony
Starring: Vinod Khanna, Amitabh Bachchan...
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.28 Kuch Rang Pyar Ke...
20.04 Sasural Simar Ka 2

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Cinq Texanes, qui ont essuyé des refus d'avortement malgré de graves complications, contre-attaquent

«Ça me tue que mon propre État se fiche que je vive ou que je meure»: dans une plainte inédite et lors d'une rare prise de parole publique, cinq Texanes ont raconté mardi comment elles s'étaient vu refuser un avortement malgré de graves complications.

Ces femmes ont saisi la justice de cet État américain conservateur pour lui demander de clarifier les «exceptions médicales» aux lois qui interdisent aux médecins locaux de pratiquer des interruptions de grossesse, sous peine de lourdes amendes et de prison.

Selon l'organisation Center for Reproductive Rights qui les représente, il s'agit de la première plainte déposée par des Américaines ayant essuyé des refus d'IVG depuis que la Cour suprême des États-Unis a dynamité, en juin, le droit à l'avortement.

Au-delà de l'aspect juridique, il s'agit aussi de montrer aux Américains «les implications concrètes» des lois restrictives adoptées par une quinzaine d'États après cet arrêt historique.

La plainte «contient des témoignages effrayants, directs, de femmes qui ont failli perdre la vie après un refus de soins», s'est émue la vice-présidente démocrate Kamala Harris dans un communiqué.

«En 2023, aux États-Unis, ces histoires sont honteuses et inacceptables», a renchéri la porte-parole de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre, en dénonçant «les efforts extrémistes des républicains pour retirer aux femmes leur libre choix».

«Roulette russe»

Lors d'une conférence de presse à Austin, devant le parlement de leur État, les plaignantes ont expliqué avoir vécu un premier traumatisme en découvrant, après quelques semaines de grossesse désirée, que leur fœtus n'était pas viable.

Quand la poche des eaux s'est rompue, des mois avant le terme, «mon cœur s'est brisé en millions de morceaux», a confié, très émue, Anna Zargarian, 33 ans.

«J'aurais voulu me mettre en boule et pleurer», a ajouté Lauren Miller qui, enceinte de jumeaux, a appris au second trimestre que l'un des fœtus avait des malformations létales. «Mais je n'ai pas pu parce que je devais m'organiser pour avorter en dehors de mon État, afin de laisser une chance de survivre à l'autre bébé», a expliqué cette femme de 35 ans.

Toutes les deux ont pris un vol pour le Colorado, où il est



possible d'avorter tard dans une grossesse. C'était «l'expérience la plus effrayante de ma vie», a assuré Anna Zargarian: «c'était comme jouer à la roulette russe: je pouvais faire une hémorragie, une infection ou entamer le travail à tout moment».

Elles ont pu recevoir les soins désirés et Lauren Miller, qui s'est présentée devant les médias avec un ventre très rebondi, doit accoucher à la fin du mois.

«Désespoir»

À 18 semaines de grossesse, Lauren Hall avait, elle, découvert que son fœtus n'avait pas de crâne et ne pourrait pas survivre. Elle s'était rendue à Seattle pour avorter dans une clinique où elle a été accueillie par «des manifestants qui m'ont traitée de tueuse en brandissant des affiches de bébés morts».

De nouveau enceinte, elle a dit «avoir peur de tout», «surveiller chaque petite douleur par crainte de se retrouver à nouveau dans cette situation insupportable».

Pour sa part Amanda Zurawski, 35 ans, a réussi à interrompre sa grossesse au Texas, mais a dû attendre trois jours après avoir perdu les eaux parce que son hôpital refusait d'intervenir tant qu'elle ne montrait pas de signes d'infection.

Les lois texanes, qui prévoient jusqu'à 99 ans de prison pour les médecins pratiquant des avortements, prévoient en effet des exceptions, mais uniquement «en cas de danger de mort ou de grave handicap pour la mère».

À cause de ce délai, Amanda Zurawski a fait une septicémie, a passé plusieurs jours en soins intensifs et a perdu une de ses trompes. Pour elle, «il n'y a pas de mots pour décrire le traumatisme et le désespoir de devoir attendre de mourir, ou de devoir attendre la mort de son enfant, ou les deux».

Chine: l'effondrement d'une mine en février a fait «53 morts et disparus»

L'effondrement d'une mine de charbon le mois dernier en Chine a fait «53 morts et disparus», a déclaré un ministre, sous-entendant qu'aucun survivant n'avait été retrouvé depuis les premières heures après la catastrophe.

Le 22 février, une colline haute de 180 mètres s'était effondrée dans une mine de charbon à ciel ouvert de Mongolie intérieure, dans le nord du pays. Des dizaines de personnes et de véhicules avaient été ensevelis.

La Mongolie intérieure est une région majeure de production de charbon en Chine.

Les opérations de sauvetage, impliquant des centaines de secouristes, avaient permis de retrouver six survivants ainsi que les corps de six personnes décédées.

Deux semaines après l'accident, le ministre des Situations d'urgence, Wang Xiangxi, a confirmé mardi qu'aucune autre personne n'avait depuis été retrouvée.

L'effondrement de la mine «a fait 53 morts ou disparus, ce qui nous attriste profondément», a déclaré M. Wang, en marge de la session annuelle du Parlement à Pékin.

«Les leçons à tirer sont profondes», a affirmé le ministre, qui se donne pour «priorité absolue» la prévention des accidents à l'avenir.

Les autorités renforceront les mesures de sécurité et



promouvront l'automatisation dans les secteurs à haut risque, a ajouté Wang Xiangxi.

La sécurité des mines s'est améliorée ces dernières décennies, tout comme la médiatisation de ces incidents, dont beaucoup étaient autrefois passés sous silence.

Mais des accidents surviennent encore régulièrement, en raison du danger inhérent au secteur et de l'application parfois aléatoire des consignes de sécurité.

Fin décembre, une mine d'or dans la région du Xinjiang (nord-ouest) s'était écroulée au moment où 40 personnes travaillaient sous terre. Vingt-deux avaient pu être remontées à la surface.

L'atelier régional de la SADC se concentre sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire

L'atelier sur les États océaniques de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), visant à développer un programme régional Nexus pour l'eau, l'énergie et l'alimentation (WEF), a démarré au Pearle Beach Resort & Spa à Flic-en-Flac.

Représentants gouvernementaux de Maurice, des Seychelles et de Madagascar, travaillant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et connexes, y compris l'environnement, le changement climatique, la planification et les finances, ainsi que des membres du Secrétariat de la SADC, du Partenariat mondial pour l'eau, de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, participent à l'atelier régional de deux jours.

Dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, le Directeur des Services Techniques (Services Publics) du ministère de l'Energie et des Services Publics, M. Doumeraj Jahajeeah, a souligné que l'objectif de l'atelier régional était d'initier le processus d'élaboration d'un programme régional, ciblant des fonds internationaux, qui pourraient promouvoir une approche multisectorielle pour assurer l'efficacité des ressources tout en assurant simultanément la sécurité du WEF.

Il a rappelé qu'en 2022, Maurice a eu un dialogue national sur le WEF Nexus au cours duquel sept projets ont été identifiés pour le pays. "L'un d'eux, qui consiste à utiliser l'eau des chutes de Tamarind et du barrage de Magenta pour un usage potable, a déjà été mis en œuvre", a-t-il informé.

En outre, M. Doumeraj Jahajeeah a souligné que la sécurité du WEF était cruciale pour des îles comme Maurice, Madagascar et les Seychelles, et qu'il fallait donc dûment tenir compte de ces défis.

Quant à Maurice, il a déclaré que le pays restait vulnérable aux effets directs néfastes du changement climatique sur l'approvisionnement en eau, la production alimentaire et la sécurité énergétique. Il a souligné la forte volonté du gouvernement d'investir dans des projets nécessaires pour assurer la sécurité dans ces domaines.



Quant au représentant du Secrétariat de la SADC, M. Duncan Samikwa, il a souligné les objectifs de l'atelier, à savoir : identifier les défis et obstacles de gouvernance sectoriels existants qui entravent la progression des investissements WEF Nexus dans la région océanique ; présenter des exemples de la façon dont l'amélioration de la coordination sectorielle stimule les projets d'investissement ; acquérir une compréhension pratique de la manière d'appliquer l'approche Nexus dans les projets d'investissement ; identifier les projets régionaux prioritaires pour piloter et présenter l'approche WEF Nexus ; et renforcer la coopération des États océaniques dans le développement et la mise en œuvre du projet prioritaire Nexus du WEF.

M. Duncan Samikwa a également souligné que l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire étaient des domaines prioritaires pour la SADC, et a souligné l'objectif de la SADC de promouvoir une planification appropriée ainsi que la coopération et la coordination régionales pour améliorer l'utilisation et l'efficacité des ressources naturelles. "Cette approche", a-t-il ajouté, "permettra d'identifier des solutions et des synergies au profit de chaque État membre de la SADC".

Projet de dialogue Nexus de la SADC

Le Secrétariat de la SADC met actuellement en œuvre la deuxième phase du projet de dialogue sur le Nexus de la SADC, « Favoriser le dialogue sur le lien entre la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation (WEF) et l'investissement multisectoriel dans la région de la SADC ».

Ce projet financé par l'Union européenne a débuté en 2017 et a été mis en œuvre en deux phases. La phase I du programme Nexus Dialogues s'est déroulée de 2017 à

2019 et visait à aider les organisations régionales et leurs États membres à appliquer une approche nexus dans la formulation de recommandations politiques, de stratégies, de plans d'action et de programmes d'investissement multisectoriels.

La phase II du projet a une durée de trois ans, commençant en 2020 jusqu'en 2023. La phase II s'appuie sur les réalisations de la première phase, l'objectif global étant d'institutionnaliser l'approche WEF Nexus au niveau des structures de gouvernance régionales et nationales et des décisions d'investissement pour l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire dans la région de la SADC.

Dans le cadre du projet de dialogues régionaux Nexus, des dialogues nationaux sont organisés pour les 16 États membres de la SADC afin de renforcer les capacités sur le WEF Nexus, en particulier dans la conduite d'analyses WEF Nexus pour éclairer la prise de décision. L'objectif global des dialogues nationaux du WEF Nexus est d'identifier les priorités nationales du WEF Nexus et de montrer les avantages de la manière dont une meilleure coordination sectorielle peut accélérer les opportunités d'investissement nationales.

Notice under section 36(2) (c) of the Companies Act 2001

Notice is hereby given that the company "Griffon Solutions Ltd" has changed its name to "Hawksford (Mauritius) Limited" as witnessed by a certificate delivered under the hand and seal of the Registrar of Companies dated 02th March 2023.

Dated: 09th March 2023
Company Secretary
Griffon Solutions Ltd

SALE BY LICITATION

Take Notice that on the 7th March 2023 has been filed in the Master's Office the Memorandum of Charges "Cahier de Charges" containing the clauses, charges and conditions pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar, the SALE BY LICITATION prosecuted at the request of the abovenamed Petitioners against the abovenamed Respondent of the hereunder-described portion of land:-

DESCRIPTION OF PROPERTY:-

A portion of land of the extent of 105 Toises (being Lot No.182), situated in the district of Pamplemousses, place called Bois Mangues, Plaine des Papayes together with a storey concrete house standing thereon, the whole more fully described in title deed transcribed in Volume 1645 No. 164 and bounded as follows:

"Au Nord, par le surplus du terrain de la Societe vendresse « Ramphul Brothers & Co. » sur 47 pieds ou 14.32 M2, a l'Est, par le Lot No. 183 sur 91 pieds ou 27.74M2, au Sud, par un chemin commun de 18 pieds de large, une bande de reserves de 3 pieds de large entre sur 47 pieds ou 14.32M2, a l'Ouest, par le lot No. 181 sur 91 pieds ou 27.74M2".

The said property is located in a residential zone.

The said Sale is prosecuted at the request of, (1) Mrs Ww Petchaye (born Abbu), (2) Mrs Mooniamah OOTHENDEE, (3) (a) Lingum OOTHENDEE, (b) Kalaivaarnen OOTHENDEE, (c) Lingeswara OOTHENDEE and (d) Loven OOTHENDREE, all of them coming by representation of their late father, Veerennootoo OOTHENDEE, (4) Mrs Letchmee OOTHENDEE, (5) Mr Marday OOTHENDEE, (6) Mrs Anjalee Devi OOTHENDEE and Mrs Anjilay OOTHENDEE against, 1. Mr Moorghen OOTHENDEE, (2) (a) Ms Yovanee OOTHENDEE, (b) Yovanen OOTHENDEE, both of them coming by representation of their late father Kadress OOTHENDEE.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall be debarred from such rights.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis this 7th day of March 2023.

Pazhany Rangasamy

Of 5th Floor, Hennessy Tower, Pope Hennessy Street, Port Louis
PETITIONERS' ATTORNEY

NOTICE UNDER SECTION 36(2) (c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Private Company "XTREAM FOREX LTD" has by a Board Resolution dated 14 February 2023 resolved to change its name to "XTREAM MARKETS LTD" as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on 2 March 2023.

Dated this 08 March 2023

IQ EQ Fund Services (Mauritius) Ltd
Company Secretary

Journée internationale de la femme 2023 : Les femmes de la République de Maurice ont fait d'énormes progrès

Les femmes de la République de Maurice ont fait d'énormes progrès et elles jouent un rôle central dans la société, a déclaré la ministre de l'Égalité des sexes et du Bien-être familial, Mme Kalpana Koonjoo-Shah, au Centre Culturel et de Loisirs, Mon Plaisir, à Rodrigues, à l'occasion de la journée internationale de la femme 2023.

Le thème de cette année, « DigitALL : Innovation et technologie pour l'égalité des sexes », met en lumière le rôle des technologies innovantes dans la promotion de l'égalité des sexes et la satisfaction des besoins de santé et de développement des femmes et des filles.

Dans son allocution, la ministre Koonjoo-Shah a souligné que la technologie et la numérisation font partie de notre vie quotidienne. Elle a observé que la technologie a été utilisée pour connecter les apprenants et les enseignants pendant la pandémie de COVID-19 comme moyen d'apprentissage continu. Elle a cependant mis en garde contre les dangers des technologies telles que la sextorsion et a exhorté les utilisateurs numériques à utiliser la technologie de manière judicieuse.

Une autre préoccupation soulevée par elle était la violence contre les femmes et les filles. Elle a déploré le fait que dans une République moderne, les femmes soient encore soumises à la violence. Selon elle, l'engagement des hommes est essentiel pour mettre fin à la violence et à la discrimination à l'égard des femmes et des filles. S'associer aux hommes en tant qu'alliés pour établir des attitudes positives en matière de genre est essentiel pour changer une culture qui a historiquement renforcé la violence sexiste, a-t-elle déclaré.

La ministre Koonjoo-Shah a en outre insisté sur la nécessité de mettre fin à la violence contre les femmes et les filles et a condamné ce fléau mondial. Elle a exhorté les citoyens à dénoncer les actes de violence et de harcèlement contre les femmes et les filles. Elle a rappelé que le ministère de l'Égalité du genre et du bien-être familial offre un large éventail de services d'assistance et de soutien aux

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Private Company "XTREAM FOREX LTD" has by a Board Resolution dated 14 February 2023 resolved to change its name to "XTREAM MARKETS LTD" as evidenced by a certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on 2 March 2023.

Dated this 08 March 2023

IQ EQ Fund Services (Mauritius) Ltd
Company Secretary

En Géorgie, des milliers de personnes manifestent contre une loi sur les "agents de l'étranger"

Un rassemblement en grande partie pacifique de milliers de personnes a dénoncé, mardi, le projet de loi sur les "agents de l'étranger" à Tbilissi, la capitale géorgienne. Le texte, adopté en première lecture par les députés géorgiens, met en danger les aspirations européennes du pays.

Près de 10 000 personnes ont manifesté, mardi 7 mars, à Tbilissi, en Géorgie, contre un projet de loi sur les "agents de l'étranger", dénoncé par les détracteurs du pouvoir comme un outil d'intimidation envers les médias et les ONG.

Au cours de ce rassemblement en grande partie pacifique, au moins un manifestant a lancé un cocktail Molotov sur un cordon de policiers anti-émeutes, selon des images de la télévision indépendante Pireli TV.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestants qui s'étaient rassemblés à l'extérieur du Parlement, après que les députés ont adopté le projet de loi en première lecture.

Cette loi prévoit que les organisations qui reçoivent plus de 20 % de leur finance-



ment de l'étranger devraient s'enregistrer en tant qu'"agents de l'étranger", sous peine d'amendes.

Ce texte rappelle une loi similaire adoptée en Russie en 2012 et que le Kremlin utilise pour réprimer les médias et les organisations d'opposition ou les simples voix critiques, considérés comme des "agents étrangers". Selon la législation russe récemment modifiée, toute personne "sous influence étrangère" ou recevant un soutien de l'étranger - pas seulement de l'argent étranger - peut être déclarée "agent étranger".

Veto de la présidente géorgienne

La présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, s'est exprimée à la télévision

depuis New York pour se dire "aux côtés" des manifestants. "Vous représentez aujourd'hui la Géorgie libre qui voit son avenir dans l'Europe et qui ne laissera personne lui voler cet avenir", a-t-elle ajouté en demandant que la loi soit "abrogée" et promettant d'y apposer son veto.

Ce veto pourra toutefois être surmonté par le parti au pouvoir du Rêve géorgien qui contrôle plus de la moitié des sièges au Parlement.

"Personne n'a le droit de vous priver de votre avenir", a aussi déclaré la présidente.

L'ambassade américaine en Géorgie a dénoncé la loi, estimant qu'il s'agissait d'un "jour sombre pour la démocratie géorgienne".

"L'adoption par le Parlement de ces lois inspirées par le Kremlin est incompatible avec le désir manifeste du peuple géorgien de s'intégrer à l'Europe et de se développer démocratiquement", a-t-elle indiqué dans un message sur Facebook. "La poursuite de ces lois nuira aux relations de la Géorgie avec ses partenaires stratégiques", a aussi averti l'ambassade, bien que les États-Unis disposent eux-aussi d'une loi sur les "agents de l'étranger".

Des ambitions européennes compromises

La Géorgie, petite ex-république soviétique du Caucase, ambitionne de rejoindre l'Union européenne (UE). Elle a déposé sa candidature avec l'Ukraine et la Moldavie quelques jours après l'invasion russe en territoire ukrainien le 24 février 2022. En juin, l'UE avait demandé que la Géorgie procède à plusieurs réformes avant d'obtenir un statut de candidat.

Plusieurs mesures du gouvernement ont récemment jeté une ombre sur ces aspirations et soulevé des doutes sur ses liens avec le Kremlin. Le Premier ministre géorgien Irakli Garibashvili a affirmé que sa politique à l'égard de Moscou était "équilibrée" et visait à assurer "la paix et la stabilité".

Ces dernières années, les autorités géorgiennes ont dû faire face à des critiques internationales croissantes sur un recul présumé de la démocratie qui a porté atteinte aux liens de Tbilissi avec Bruxelles.

Réforme des retraites : à Paris, des manifestants décidés à "mettre la France à l'arrêt"

Des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté mardi à

Paris à l'appel des syndicats contre la réforme des retraites. Face à un gouvernement qu'il considère comme "sourd" aux revendications de la rue, ils sont nombreux à soutenir les grèves reconductibles mais aussi le blocage du pays.

Des manifestants prêts à "durcir" le mouvement. Ils étaient entre 81 000 (selon la police) et 700 000 (selon la CGT) à battre le pavé parisien, mardi 7 mars, pour demander au gouvernement d'abandonner son projet de réforme des retraites quitte à "bloquer le pays".

Sonos hurlantes, banderoles et camions bariolés, l'impressionnant cortège s'est ébranlé un peu après 14 h sur le boulevard Raspail. "Augmentez les salaires, pas l'âge de départ à la retraite", "Plus de retraités joviaux, moins d'évadés fiscaux" pouvait-on lire sur les pancartes, sans oublier le traditionnel "Tu nous mets 64, on te m'a 68".

Parmi les manifestants, beaucoup espèrent "un tournant" en cette sixième journée d'action, censée faire monter d'un cran la pression sur le gouvernement notamment avec l'arme des grèves reconductibles. Des mouvements qui pourraient toucher de nombreux secteurs dans les prochaines jours en particulier l'énergie ou les transports.

"On est prêts à durcir le mouvement comme en 1995 et à se mettre en grève en illimitée. Il faut mettre l'économie à genoux. Pour obtenir un résultat, il faut un rapport de



force", assure Yazid, en chasuble rouge de la CGT construction. Il est vent debout contre une réforme qui selon lui ne prend pas en compte la pénibilité de son travail : "la chaleur", "les espaces confinés", "les charges lourdes"...

Même son de cloche chez son collègue Hadj. "On parle de mettre à genoux l'économie. Cela nous fait mal au cœur. Mais si on ne lutte pas aujourd'hui, demain ils vont nous retirer d'autres choses", s'inquiète ce colosse qui s'emporte contre "les mensonges" du gouvernement, en particulier la revalorisation "minimale" à 1200 euros par mois "pour tous les retraités". En réalité, cette mesure ne concerne que 10 000 à 20 000 bénéficiaires par an, a récemment reconnu le ministre du Travail, Olivier Dussopt.

"Bloquer, c'est la seule solution"

Au-delà des adhérents de la CGT, fidèles à la ligne dure prônée par la direction de la centrale de Montreuil, d'autres manifestants disent vouloir "mettre la France à l'arrêt" face à un gouvernement

qui fait la sourde oreille.

"Pour moi, il faut tout bloquer, c'est la seule solution", lance Vanessa, une infirmière de 47 ans qui porte pour l'occasion une blouse blanche sur laquelle est dessinée un cercueil. "On est crevés et c'est de pire en pire. Je travaille depuis l'âge de 16 ans, j'ai trois enfants et maintenant des parents qui vieillissent. Je me dis qu'on a aussi le droit de ne pas se lever et d'aller bosser à plus de 60 ans", s'indigne la soignante, qui assure ne pas être syndiquée.

"Manifester plusieurs fois, visiblement cela n'apporte rien donc je pense qu'il faut bloquer car le gouvernement n'écoute pas", estime Christelle, de la CFDT, qui cite en exemple le cas des blocages des raffineries et des dépôts pétroliers survenus à l'automne 2022.

Officiellement, la direction du syndicat réformiste n'appelle pas au "blocage du pays", tout en se disant favorable à un durcissement du mouvement. La CFDT craint notamment de perdre le soutien de l'opinion publique en cas de pénuries de carburant

ou de difficultés à répétition pour les usagers des transports ou dans l'éducation nationale.

Tenir dans la durée

"Pour nous il ne faut pas bloquer mais à un moment cela sera peut-être nécessaire", glisse Thierry 60 ans, salarié dans l'administration et adhérent de la CFDT. Maintenant, c'est parti pour durer et il faut que le gouvernement puisse nous écouter, mais plus ça va va aller, moins le mouvement va être populaire".

"L'intersyndicale donne des orientations, définit une stratégie mais au final, ce sont les salariés qui décident ensemble de la mise en œuvre d'une stratégie adaptée à la situation de leur emploi, de leur entreprise et de leurs revendications", assure Vincent Gautheron, secrétaire régional de l'Union Syndicale CGT-RATP en Île-de-France, selon qui "aucune fissure" n'apparaît dans le front syndical depuis le début du mouvement.

Reste à savoir si le mouvement de grèves reconductibles qui touche la SNCF, la RATP ou encore les raffineries et les terminaux méthaniers sera en mesure de durer dans le temps.

Pour faire face, chaque organisation syndicale a constitué des "caisses de grève" pour permettre aux salariés de tenir dans la durée mais les grévistes interrogés assurent que cette aide est loin de compenser les pertes de salaires.

"Le blocage du pays peut être une solution mais avec l'inflation et les difficultés économiques, cela ne pourra pas se faire", estime Philippe, 74 ans, un retraité venu défendre "la retraite des autres par solidarité". "Je crois que malheureusement, les gens ne vont pas pouvoir faire durer cette grève dans le temps".



Ever since its inception in 2006, the **Mauritius Revenue Authority (MRA)** has valued its employees as its most important asset. MRA understands that, today, different skills are needed to engage workers' hearts and minds. Focus is on leading change, on harnessing people's creativity and enthusiasm, on finding shared vision and values, and on sharing information and power.

Teamwork, collaboration, participation and learning are our guiding principles.

Commitment beyond Revenue



Les États-Unis avancent vers une interdiction de TikTok

L'Amérique a fait un pas significatif mardi vers une interdiction de la très populaire application TikTok via un projet de loi soutenu par la Maison-Blanche, dans un contexte de défiance croissante des Occidentaux à l'égard du réseau social chinois.

Le conseiller à la sécurité nationale américain Jake Sullivan a dit dans un communiqué «applaudir» une proposition de loi déposée le jour même, qui permettrait, entre autres, d'interdire des applications telles que TikTok.

Ce texte, porté par un sénateur démocrate et un sénateur républicain, «permettrait à l'État américain d'empêcher certains États étrangers d'exploiter des services technologiques (...) d'une manière qui menace les données confidentielles des Américains et notre sécurité nationale», a écrit le conseiller de la Maison-Blanche.

De nombreux élus américains considèrent la plateforme de vidéos courtes et virales, qui appartient au groupe chinois ByteDance, comme une menace pour la sécurité nationale.

Ils craignent, tout comme un nombre croissant de gouvernements occidentaux, que Pékin ne puisse accéder aux données d'utilisateurs du monde entier via cette application, ce que TikTok nie depuis des années.

«Il est largement admis que TikTok constitue une menace pour notre sécurité



nationale», a plaidé mardi l'influent sénateur républicain John Thune en présentant le texte.

Concrètement, le projet de loi, baptisé «Restrict act», donne au ministre du Commerce de nouveaux pouvoirs pour interdire cette application.

Un projet de loi concurrent, présenté à la Chambre des représentants, a aussi franchi la semaine dernière une étape clé au Congrès.

Interdire l'application reviendrait à «museler la liberté d'expression» de millions d'Américains, proteste TikTok, qui revendique plus d'une centaine de millions d'utilisateurs aux États-Unis.

L'application a déjà dépassé YouTube, Twitter, Instagram et Facebook en «temps passé» par les adultes américains et talonne désormais Netflix.

Fin février, la Maison-Blanche avait déjà ordonné aux institutions fédérales de s'assurer que TikTok disparaîsse de leurs téléphones intelligents sous 30 jours, en application d'une loi ratifiée début janvier par Joe Biden.

Ukraine: Macron a évoqué avec Biden les «perspectives» de paix à «long-terme»

Le président français Emmanuel Macron a évoqué avec son homologue américain Joe Biden les «perspectives» de «retour de la paix en Europe» sur le «long-terme», tout en réaffirmant le soutien à l'Ukraine face à la Russie, a rapporté mercredi la présidence française dans un communiqué.

Dans un appel téléphonique qui s'est tenu mardi, les deux dirigeants «ont réitéré leur détermination à apporter à l'Ukraine le soutien militaire nécessaire, aussi longtemps qu'il le faudra, pour faire échouer l'agression russe», selon ce communiqué.

Le chef de l'État français a lui «abordé avec son homologue américain les perspectives pour, à plus long-terme, un retour de la paix en Europe». «Les deux présidents ont notamment discuté des garanties de sécurité qui pourraient être apportées à l'Ukraine dans ce cadre», a-t-on ajouté à Paris sans plus de précisions.

C'est un fil rouge de la diplomatie française concernant l'offensive lancée par Moscou il y a un an: trouver in fine une issue négociée autour d'une table entre Ukrainiens et Russes. Emmanuel Macron s'est souvent attiré les critiques de ceux qui, notamment à Kyiv et dans les pays de l'Est



Etats-Unis pour accélérer la transition énergétique. Les États-Unis ont aussi fait état de leur «engagement à coordonner étroitement» leurs politiques en la matière.

Le président américain et son homologue français ont par ailleurs discuté de leur «coopération» dans la «région indopacifique», «ainsi que des efforts partagés pour faire face aux défis posés par la République populaire de Chine à l'ordre international», a indiqué de son côté la Maison Blanche dans son communiqué.



Portugal: 3,7 tonnes de haschisch saisies dans un bateau, quatre hommes arrêtés

Quelque 3,7 tonnes de haschisch ont été saisies à bord d'un bateau rapide lors d'une opération dans les eaux internationales au sud du Portugal, qui a permis l'arrestation de deux Espagnols et deux Marocains, a annoncé mercredi l'Autorité maritime nationale (AMN).

Les arrestations des quatre trafiquants présumés ont eu lieu lors d'une opération de surveillance menée par la marine portugaise, la police maritime et l'armée de l'air, dans la nuit de mardi à mercredi, a précisé l'AMN dans un communiqué.

L'embarcation, qui transportait «106 ballots de haschisch correspondant à 3,7 tonnes environ», a été arraisonnée après avoir été repérée par un avion de l'armée de l'air, selon l'Autorité maritime.

Les quatre suspects, ainsi que l'embarcation et la drogue, ont été remis à la Police judiciaire qui a ouvert une enquête.

Royaume-Uni

Traversées de la Manche : Londres durcit sa loi contre l'«immigration illégale»

Pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le projet de loi équivaut à «une interdiction d'asile».



Le gouvernement britannique a présenté mardi 7 mars un projet de loi contre l'immigration illégale qui prévoit d'empêcher les migrants arrivant par la Manche de demander l'asile au Royaume-Uni et de les expulser «en quelques semaines», un texte aux limites du droit international de l'aveu même de Londres.

«Si vous arrivez de manière irrégulière, vous ne pouvez pas demander l'asile. Vous ne pouvez pas bénéficier de nos protections contre l'esclavage moderne. Vous ne pouvez pas faire de demandes fallacieuses liées aux droits humains et vous ne pouvez pas rester» au

Royaume-Uni, a déclaré lors d'une conférence de presse le premier ministre britannique Rishi Sunak. «C'est dur mais c'est nécessaire, et c'est juste», a-t-il affirmé, soulignant que le nombre des migrants traversant la Manche avait «plus que quadruplé ces deux dernières années», malgré les tentatives des gouvernements conservateurs successifs pour enrayer ces traversées.

Avec plus de 45 000 arrivées par la Manche l'année dernière (surtout des Albanais et Afghans mais aussi des Iraniens, Irakiens et Syriens) et déjà plus de 3 000 cette année, le système d'asile au Royaume-Uni est «dépassé» selon Londres.

«Inapplicable et complètement inhumain»

«Nous placerons en détention les personnes qui viennent ici illégalement, puis nous les renverrons en quelques semaines», soit dans leur pays soit dans un pays jugé sûr comme le Rwanda, a précisé Rishi Sunak, ajoutant que le gouvernement allait construire de nouveaux centres de détention. Il a précisé que la loi une fois adoptée s'appliquerait de manière rétroactive au 7 mars.

«Interdire aux gens de demander l'asile est illégal, inapplicable et complète-

ment inhumain», a réagi sur Twitter la directrice de Human Rights Watch pour le Royaume-Uni, Yasmine Ahmed. Il s'agit «d'un nouveau coup bas choquant du gouvernement», a affirmé dans un communiqué Amnesty International, accusant le gouvernement d'utiliser les migrants comme des «boucs émissaires» en pleine crise du coût de la vie et à quelques mois d'élections locales.

Pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le projet de loi équivaut à «une interdiction d'asile». «La loi, si elle est adoptée, reviendra à mettre fin au droit d'asile, privant ceux qui arrivent illégalement au Royaume-Uni du droit de chercher la protection accordée à un réfugié, quelles que soient l'authenticité et l'urgence de leur demande», a déclaré le Haut-Commissariat aux réfugiés (UNHCR) dans un communiqué.

En première page du projet de loi présenté au Parlement, le gouvernement admet ne pas être en mesure d'assurer que le projet de loi «est compatible avec la Convention européenne des droits de l'homme». Mais le gouvernement «souhaite néanmoins que la Chambre procède à l'examen du projet de loi». Le Royaume-Uni a voté une loi l'an dernier pour expulser au Rwanda des demandeurs d'asile quelle que soit leur origine, mais le projet reste au point mort, bloqué par la justice européenne.

Journée internationale de la femme 2023 : Histoire, marches et célébrations



Vous avez peut-être vu la Journée internationale de la femme mentionnée dans les médias ou entendu des amis en parler.

Mais à quoi sert cette journée ? Quand a-t-elle lieu ? Existe-t-il un équivalent de la Journée internationale des hommes ? Et quels événements auront lieu cette année ?

Depuis plus d'un siècle, le monde entier fait du 8 mars une journée spéciale pour les femmes.

Comment cela a-t-il commencé ?

La Journée internationale de la femme, également connue sous le nom de JIF, est issue du mouvement ouvrier et est devenue un événement annuel reconnu par les Nations unies (ONU).

Les germes de cette journée ont été plantés en 1908, lorsque 15 000 femmes ont défilé dans la ville de New York pour réclamer des horaires de travail plus courts, de meilleurs salaires et le droit de vote. Un an plus tard, le Parti socialiste d'Amérique a déclaré la première Journée nationale de la femme.

L'idée de rendre cette journée internationale est venue d'une femme appelée Clara Zetkin, militante communiste et défenseur des droits des femmes. Elle a suggéré l'idée en 1910 lors d'une conférence internationale des femmes actives à Copenhague. Les 100 femmes présentes, venues de 17 pays, ont accepté sa proposition à l'unanimité.

Elle a été célébrée pour la première fois en 1911, en Autriche, au Danemark, en Allemagne et en Suisse. Le centenaire a été célébré en 2011, de sorte que cette année, nous célébrons techniquement la 111e Journée internationale de la femme.

Les choses ont été officialisées en 1975, lorsque les Nations unies ont commencé à célébrer cette journée. Le premier thème adopté par l'ONU (en 1996) était "Célébrer le passé, planifier l'avenir".

La Journée internationale de la femme est devenue une date pour célébrer le chemin parcouru par les femmes dans la société, dans la politique et dans l'économie, tandis que les racines politiques de la journée signifient que des grèves et des protestations sont organisées pour sensibiliser aux inégalités persistantes.

Pourquoi le 8 mars ?

L'idée de Clara de créer une Journée internationale de la femme n'avait pas de date fixe.

Elle n'a été formalisée que lors d'une grève en temps de guerre, en 1917, lorsque les femmes russes ont réclamé "du pain et la paix". Quatre jours après le début de la grève, le tsar a été contraint d'abdiquer et le gouvernement provisoire a accordé le droit de vote aux femmes.

La date du début de la grève des femmes, selon le calendrier julien, qui était alors utilisé en Russie, était le dimanche 23 février. Ce jour dans le calendrier grégorien était le 8 mars - et c'est à cette date qu'elle est célébrée aujourd'hui.

Pourquoi les gens portent-ils la couleur violette ?

Le violet, le vert et le blanc sont les couleurs de la JIF,

selon le site web de la Journée internationale de la femme.

"Le violet signifie la justice et la dignité. Le vert symbolise l'espérance. Le blanc représente la pureté, bien qu'il s'agisse d'un concept controversé. Ces couleurs ont été créées par la Women's Social and Political Union (WSPU) au Royaume-Uni en 1908".

Existe-t-il une Journée internationale des hommes ?

Il y en a une en effet, le 19 novembre.

Mais il n'est célébré que depuis les années 1990 et n'est pas reconnu par les Nations unies. Elle est célébrée dans plus de 80 pays, dont le Royaume-Uni.

Cette journée célèbre "la valeur positive que les hommes apportent au monde, à leurs familles et à leurs communautés", selon les organisateurs, et vise à mettre en avant des modèles positifs, à sensibiliser au bien-être des hommes et à améliorer les relations entre les sexes.



Comment la Journée de la femme est-elle célébrée ?

La Journée internationale de la femme est une fête nationale dans de nombreux pays, notamment en Russie, où les ventes de fleurs doublent pendant les trois ou quatre jours qui entourent le 8 mars.

En Chine, de nombreuses femmes bénéficient d'une demi-journée de congé le 8 mars, comme le conseille le Conseil d'État.

En Italie, la Journée internationale de la femme, ou la Festa della Donna, est célébrée par l'offrande de fleurs de mimosa. L'origine de cette tradition n'est pas claire, mais on pense qu'elle a commencé à Rome après la Seconde Guerre mondiale.

Aux États-Unis, le mois de mars est le mois de l'histoire des femmes. Une proclamation présidentielle publiée chaque année rend hommage aux réalisations des femmes américaines.

Quel est le thème de la JIF 2023 ?

Le thème de l'ONU pour 2023 est "DigitALL : Innovation et technologie pour l'égalité des sexes". Ce thème vise à reconnaître et à célébrer la contribution des femmes et des filles à la technologie et à l'éducation en ligne.

Cette année, la JIF explorera également l'impact du fossé numérique sur l'inégalité entre les femmes et les filles. En effet, les Nations unies estiment que le manque d'accès des femmes au monde en ligne entraînera une perte de 1 500 milliards de dollars du produit intérieur brut des pays à revenu faible ou intermédiaire d'ici 2025 si aucune mesure n'est prise.

Mais d'autres thèmes sont également abordés. Le site web de la Journée internationale de la femme - qui affirme avoir été conçu pour "fournir une plateforme permettant d'apporter des changements positifs pour les femmes" - a choisi le thème #EmbraceEquity, les organisateurs et les événements cherchant à "remettre en question les stéréotypes liés au genre, à dénoncer la discrimination, à attirer l'attention sur les préjugés et à rechercher l'inclusion".

Pourquoi en avons-nous besoin ?

Au cours de l'année écoulée, les femmes de nombreux pays comme l'Afghanistan, l'Iran, l'Ukraine et les États-Unis se sont battues pour leurs droits dans un contexte de guerre, de violence et de changements de politique dans leurs pays respectifs.

En Afghanistan, la résurgence des talibans a entravé les avancées en matière de droits de l'homme. Les femmes et les jeunes filles n'ont plus accès à l'enseignement supérieur, ne peuvent plus exercer la plupart des emplois en dehors de la maison, ne peuvent plus parcourir de longues distances sans être accompagnées d'un homme et doivent se couvrir le visage en public.

En Iran, les manifestations ont été déclenchées par la mort de Mahsa Amini, une femme de 22 ans arrêtée par la police des mœurs à Téhéran le 13 septembre 2022 pour avoir prétendument enfreint les règles strictes de l'Iran exigeant que les femmes se couvrent les cheveux d'un foulard.

Depuis lors, les manifestations se sont poursuivies dans tout le pays, de nombreux Iraniens - femmes et hommes - réclamant de meilleurs droits pour les femmes et un changement des dirigeants politiques actuels. "Femme, vie, liberté" est le slogan des protestations. Les autorités les ont qualifiées d'"émeutes" et ont répondu par la force. Plus de 500 personnes sont mortes.

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par les forces russes le 24 février 2022, les Nations unies signalent que les écarts entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire, de malnutrition, de pauvreté et d'augmentation de la violence sexiste se sont aggravés en Ukraine et dans le monde entier en raison des hausses de prix et des pénuries induites par la guerre.

Le 24 juin 2022, la Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt Roe contre Wade, un texte de loi historique qui protégeait le droit à l'avortement pour les femmes américaines, provoquant un tollé général et des manifestations aux États-Unis. Un certain nombre de femmes américaines ont cherché un soutien pour obtenir une interruption de grossesse auprès de personnes au Mexique, où un jugement historique en 2021 a effectivement décriminalisé l'avortement.

Ces dernières années cependant, des progrès ont été réalisés.

En novembre 2022, le Parlement européen a adopté, après une bataille de dix ans, une loi visant à garantir que davantage de femmes soient représentées dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse d'ici juillet 2026. "Il y a beaucoup de femmes qualifiées pour les postes de haut niveau et, grâce à notre nouvelle loi européenne, nous ferons en sorte qu'elles aient une réelle chance de les obtenir", a déclaré l'UE.

Dans le même temps, les lois sur le congé parental ont été actualisées en Arménie et en Colombie, et l'Espagne a adopté des lois visant à favoriser le congé pour raisons de santé menstruelle et à élargir l'accès à l'avortement.

Le Comité international olympique a fait état des Jeux d'hiver les plus équilibrés en termes de genre, les femmes représentant 45 % des athlètes à Pékin 2022. Bien que la parité n'ait pas été atteinte, de nouvelles directives ont favorisé une couverture plus équilibrée du sport féminin.

En 2023, la Coupe du monde féminine de la Fifa a été élargie et 36 équipes y participeront. Avant la compétition, la Fédération américaine de football a conclu un accord historique pour payer ses équipes masculines et féminines de manière égale, ce qui en fait la première dans le sport à promettre aux deux sexes un salaire égal. Les joueuses avaient déposé un certain nombre de demandes d'égalité salariale et de poursuites judiciaires, plaident leur cause pendant plus de cinq ans.

Qu'est-ce que 100 Women ?

BBC 100 Women nomme chaque année 100 femmes inspirantes et influentes dans le monde entier. Suivez BBC 100 Women sur Instagram, Facebook et Twitter. Participez à la conversation en utilisant #BBC100Women.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 11th day of May 2023 at 1:30 p.m.** shall take place before the Master's Bar of the Supreme Court of Mauritius situate at Courtroom No.23, 2nd Floor, New Supreme Court Building, corner Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the **SALE BY LEVY** prosecuted at the request of **Abxa Bank (Mauritius) Limited** (formerly known as Barclays Bank Mauritius Ltd), represented by its General Manager, of Barclays House, 68-68A Cybercity, Ebene, against (i) **SKYLINE TRAVEL & TOURS LTD, (In Receivership)**, represented by its Joint Receivers and Managers, Messrs Yuvraj THACOOR and Sattar Hajee ABDOUNA, of Grant Thornton, 9th Floor, Ebene Tower, 52, Cybercity, Ebene, and (ii) **Miss Razia BANDHOO, a Company Director, residing at Lucien de Chazal Street, Floreal**, of the immovable property:

A plot of land situated in the District of *Plaines Wilhems*, place called **Curepipe Road**, of an extent of **five hundred and thirty eight square metres and two hundredths of a square metre (538.02m²)**, bounded according to title deed as follows:

On the first side, by Couvent de Lorette Street, on twenty three metres and seventy seven centimetres (23m77cms);

On the second side, by Yves Antoine LEFEBURE or assigns, on twenty seven metres and seventy four centimetres (27m74cms);

On the third side, by Ganesh GUJADHUR or assigns, on two lines measuring respectively thirteen metres and eleven centimetres (13m11cms), and fourteen metres and sixty three centimetres (14m63cms);

On the fourth side, by Ganesh GUJADHUR or assigns, on fourteen metres and two centimetres (14m02cms).

Together with the building existing or which may in future exist thereon.

The whole morefully explained in an authentic deed drawn up by Mr. Dharmaveersing ROOPUN, Notary Public, on the 02/11/1995, registered and transcribed in **Vol.3231/42**.

There exists on the above described property a one storey concrete building under slab provided with water and electricity supplies.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must exercise their right before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 06/03/2023.

Sivakumaren MARDEMOOTOO

Dentons Mauritius LLP

Les Jamalacs Building, Vieux Conseil Street (opp. Port Louis Theatre), Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 22nd day of June, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by Levy of: "Une portion de terrain de la contenance de DOUZE PERCHES ET DEMIE (12½ P) soit CENT TRENTÉ HUIT DECIMAL NEUF TOISES (138.9 T) ou CINQ CENT VINGT SEPT ET SOIXANTE CENTIEMES METRES CARRES (527.60 M²), située au quartier de Flacq lieu dit Grand Rivière Sud Est (Deux Frères) et bornée d'après un rapport de Monsieur Robert Foiret, arpenteur juré, le 25/11/1976, enregistré au Reg :- A 400 No. 5913, comme suit :- D'un côté, par un chemin commun sur QUATRE VINGT TROIS PIEDS SIX POUCES (83' 6") soit VINGT SEPT METRES DEUX CENTIMETRES (27M 2CM) ; Du second côté, par l'axe d'un chemin commun sur SOIXANTE PIEDS (60') soit DIX NEUF METRES CINQUANTE QUATRE CENTIMETRES (19M 54CM) ; Du troisième côté, par Boyroo sur QUATRE VINGT TROIS PIEDS SIX POUCES (83' 6") soit VINGT SEPT METRES DEUX CENTIMETRES (27M 2CM) ; Et du quatrième côté, par Bachun Rucha sur SOIXANTE PIEDS (60') soit DIX NEUF METRES CINQUANTE QUATRE CENTIMETRES (19M 54CM) ; La mesure employée est le pied français/mètre. *Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon, and all appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation, the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Joseph Marcel Joston, Notary Public, on the 25/10/1977 and 12/12/1977, registered on 16/12/1977 in Reg :- C 283 No. 3042 and transcribed on the same day in Vol. 1390/19.* There exists on the above described portion of land two residential buildings, viz:- (i) one storeyed concrete house under slab and (ii) a concrete house under slab provided with water and electricity supplies.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against (1) Mrs. Bagwanee CAHOLESSUR (Born RUCHA), the widow of Late Maheswur CAHOLESSUR, of Deux Freres, Grand Riviere Sud Est and (2) THE CURATOR OF VACANT ESTATES.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 7th day of March, 2023.

Udhisteer K. Ragobur

ENSafrica (Mauritius)

Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.

Attorney in charge of the sale

SEA DIGITAL LTD (In Liquidation)

INVITATION TO TENDER

Offers are invited for the purchase of the office equipment and furniture of Sea Digital Ltd (In Liquidation), (the "Company") on an "as is where is" basis. The office equipment and furniture consist of the following:

- Laptops & Screens
- Printers
- Office Chairs & Tables
- Kitchen Equipment

Offers should be addressed in sealed envelopes marked "**Tender Sea Digital Ltd (In Liquidation)**" and should be deposited in the Tender Box at the address below on or before the closing date: **31 March 2023 at 15.00 hours at latest**. Offers may be made on a total or split basis.

Offers should remain valid for acceptance for a period of thirty days effective from the closing date and should be accompanied by a bank cheque drawn in favour of **Sea Digital Ltd (In Liquidation)** for an amount representing **25% of the tender offer**. Upon acceptance of the offer, the bank cheque will be automatically treated as non-refundable deposit and will be realized and enforced immediately.

The Liquidator does not bind himself to accept any offer, nor will he assign any reason for the rejection or non-acceptance of any offer.

Visits can be organised by calling either **Miss Kaminee Busawah or Mr Alvin Junglee** at the Liquidator's office on 2033900. Potential bidders can also have access to a 'Data Room' at the below mentioned address for detailed information.

Offers should be addressed to: **Mr Louis Clesny APPAVOO, FCCA, MBA Liquidator**
Sea Digital Ltd (In Liquidation)
Appavoo Business Centre
29 Bis Mere Barthelemy Street, 11324 Port Louis

Dated this 10 March 2023

FOLLE ENCHERE

NOTICE is hereby given that on Thursday the 27th day of July 2023, at 1.30 p.m., a portion of land of the extent of 160.14 M², situate in the District of Port Louis, No. 7 Diego Garcia Street sold by levy at the request of The Mauritius Commercial Bank Limited against Ms Nazimah Bibi NUNKOO as guarantor of A.R.A.B.S Trading Ltd, which had been adjudicated to Mr Parvez JAUFFUR on July 12, 2018, will be RESOLD by way of FOLLE ENCHERE. The RESALE has been fixed by the Ag Deputy Master and Registrar to take place on Thursday the 27th day of July 2023, at 1.30 p.m. before before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cr Desroches and Edith Cavell Streets, Port Louis.

This 7th day of March 2023.

T Koenig SA

ENSafrica(Mauritius)

Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.

Attorney in charge of the resale.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 29th day of June, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by Levy of: "« Les biens et droits immobiliers ci-après décrits dépendant d'un immeuble portant la dénomination de « RESIDENCES NUTHAY & LALMAHOMED », érigé sur une portion de terrain de la contenance de QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE METRES CARRES (475 M²), PIN Number :- 1721290042, située au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit Quatre Bornes le tout plus amplement décrit au règlement de copropriété ci-après relaté. Le dit immeuble soumis au régime de la copropriété et ayant fait l'objet d'un état descriptif de division incorpore au Règlement de copropriété dressé par Me. Mohammad Youssof Aumjaud, notaire, suivant acte a son rapport en date du 05/03/2009, enregistré et transcrit au TV 7296/42. DESIGNATION Lot No. 3A :- Un appartement résidentiel situé au deuxième étage, plus précisément à gauche de la dite maison en regardant de la Rue Delaire, d'une superficie de CENT DIX NEUF METRES CARRES (119 M²), comprenant :- (i) trois chambres à coucher (ii) deux balcons (iii) trois toilettes (iv) un couloir. Avec ensemble les cent soixante et onze/millièmes (171/1,000emes) des parties communes y attachées. Audit règlement de copropriété il a été fait mention, savoir :- Il existe un jardin privé de QUARANTE HUIT DECIMAL CINQUANTE METRES CARRES (48.50 M²) se trouvant sur la droite dudit terrain en regardant de la Rue Delaire qui sera privative au bénéficiaire des Lots Nos. 3A et 3B, comme indiqué au plan. Description des parties communes. (i) Qu'il existe un espace commun comprenant un escalier de secours, fosse septique et réservoir d'eau de CINQUANTE TROIS DECIMAL QUATRE VINGT QUINZE METRES CARRES (53.95 M²), communs aux bénéficiaires des Lots 1, 2 et 3 dudit copropriété ; (ii) Qu'il existe un escalier de VINGT ET UN METRES CARRES (21.00 M²) se trouvant à l'avant dudit bâtiment en regardant de la Rue Delaire commun aux bénéficiaires des Lots 1, 2 et 3 dudit copropriété ; (iii) La dalle du deuxième étage d'une superficie de DEUX CENT QUARANTE ET UN METRES CARRES (241 M²) sera commun aux bénéficiaires des Lots 1, 2 et 3 dudit copropriété. Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Ahmad Ibrahim Gopee, Notary Public, on the 12/08/2015 and 13/08/2015 registered and transcribed in TV 201508/001428. Land Zoning:- Residential Site:- The rectangular shaped land has an even topography with a frontage to a common road – Avenue Dr. Delaire. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access:- Access to property is by means of a tarred vehicular common road. Services:- Electricity and domestic water supply are available on site. Neighbourhood consists of semi-luxurious and luxurious residential buildings in a heavily built-up residential area. All amenities including public transport are available in the region. Buildings – Lot No. 3 A of Residences Nuthay & Lalmahomed Building – Apartment – Lot No. 3A:- The three storey (ground floor + 1st floor + 2nd floor) residential complex is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a reinforced concrete slab roof. Apartment Lot No. 3A is found on the second floor and has a quante part of 171/1,000ths. There is private garden of extent of 48.50 M² for owners of Lot 3A and 3B (a) Area – 119 M² or 1,280.44 ft², (b) State of repair – Fair, (c) Finishes: Openings – Mainly aluminium glazed and windows. Plastering and paint – External walls are rendered and painted.».

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Mohammed Assif Javed BHEENICK also called BHEENICK Mohammad Assif Javed.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 7th day of March, 2023.

Thierry Koenig SA

ENSafrica(Mauritius)

Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.

Attorney in charge of the sale.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 7th day of March 2023.

Thierry Koenig SA

ENSafrica(Mauritius)

Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.

Attorney in charge of the sale.

Ligue des champions

Bayern Munich 2-0 PSG

Les hôtes accèdent aux quarts de finale alors que les géants français échouent à nouveau

L'ancien attaquant du Paris St Germain, Eric Maxim Choupo-Moting, a aidé à éliminer son ancienne équipe de la Ligue des champions alors que le Bayern Munich scellait une victoire dominante 3-0 au total.

Menant 1-0 dès le match aller à Paris, le joueur de 33 ans a marqué le premier match lors d'une victoire 2-0 au match retour pour envoyer les géants de la Bundesliga en quarts de finale.

L'international camerounais a profité d'une erreur défensive du remplaçant de 17 ans El Chadaille Bitshiabu pour marquer juste après l'heure de jeu avant que Serge Gnabry ne scelle un autre échec européen pour le club français très dépassé.

Bitshiabu, qui n'était entré en jeu qu'à la mi-temps pour remplacer Nordi Mukiele - qui n'a duré que neuf minutes lui-même après avoir remplacé Marquinhos blessé - a tenté de jouer depuis le poste d'arrière gauche mais a mis Marco Verratti sous pression et il a été volé par Thomas Muller.

Muller l'a transféré à Leon Goretzka, qui a attiré Gianluigi Donnarumma avant de lancer une passe à sa gauche pour Choupo-Moting pour marquer son 17e de la saison.

L'ancien attaquant de Stoke pensait avoir ouvert le score à la 52e minute lorsqu'il a jeté un coup d'œil à la balle



de curling invitante de Jamal Musiala dans le coin inférieur droit, seulement pour que VAR l'exclue en raison d'un hors-jeu contre Muller, qui interférait alors qu'il tentait de jouer. le ballon.

Alors que Choupo-Moting a peut-être porté le coup décisif, les hôtes - et certainement le gardien Yann Sommer - étaient redébables à Matthijs de Ligt après avoir dégagé un tir de Ferreira Vitinha hors de la ligne juste avant la pause.

Sommer a tenté de dribbler hors de sa surface et Achraf

Hakimi a fait pression sur lui pour qu'il présente le ballon à Vitinha qui a roulé un tir devant le gardien de but vers un filet vide uniquement pour que l'international hollandais se glisse et s'accroche.

Juste avant cela, le PSG avait perdu le capitaine Marquinhos sur blessure, permettant au meilleur buteur du club, Kylian Mbappé, de prendre le brassard, mais la responsabilité supplémentaire ne pouvait inspirer aucune héroïsme à l'attaquant français.

Le plus proche qu'il est venu toute la nuit était dès la 14e minute quand il avait le ballon dans le filet mais le coup de sifflet avait déjà été pour une faute car il avait heurté Sommer au bord de la surface de réparation.

La résilience défensive du Bayern en Europe cette saison - il s'agissait de sa septième feuille blanche en huit matches - signifiait même qu'une équipe avec Mbappé et Lionel Messi a faibli alors que le PSG n'a pas réussi à dépasser les 16 dernières étapes pour la cinquième fois en sept ans.

Tottenham 0-0 AC Milan

L'équipe d'Antonio Conte éliminée de la Ligue des champions alors que la sécheresse des trophées de 15 ans se poursuit

Tottenham a vu ses espoirs de remporter un trophée cette saison se terminer alors qu'il était éliminé de la Ligue des champions par l'AC Milan 1-0 au total après un match nul 0-0 lors du match retour des huitièmes de finale au Tottenham Hotspur Stadium.

Les Spurs n'ont pas été en mesure de renverser un déficit d'un but du match aller, offrant une mauvaise performance au retour d'Antonio Conte sur la ligne de touche qui a été aggravée par un carton rouge tardif pour Cristian Romero.

L'AC Milan a eu le meilleur de la première mi-temps et même si Tottenham s'est légèrement amélioré en seconde, les visiteurs ont encore eu des chances plus claires lorsque Fraser Forster a refusé Brahim Diaz avec un superbe arrêt et que le remplaçant Divock Origgi a frappé le poteau dans le temps additionnel.

Le coup de sifflet à plein temps a été accueilli par des huées bruyantes des supporters locaux, qui n'ont pas vu leur équipe remporter un trophée depuis 15 ans et n'ont plus qu'un top quatre à jouer cette saison avec le contrat de Conte qui expirera dans 12 matchs.

Après que le coup d'envoi ait été retardé de 10 minutes en raison de l'arrivée tardive des bus des deux équipes, Tottenham a montré une qualité nulle en première mi-temps avec l'AC Milan plus que confortable même s'il aurait dû pousser pour augmenter son avance.

Cristian Romero et Clement Lenglet ont



tous deux été avertis dans les 21 premières minutes, ce qui signifiait qu'ils rateraient les quarts de finale alors que Milan se rapprochait le plus en voyant Junior Messias tirer imprudemment de l'intérieur de la surface à la fin d'une routine de coup franc bien travaillée.

Tottenham a manqué de créativité du milieu de terrain et leur seul moment en première mi-temps est venu lorsque Kane a reçu le ballon dans la surface et que son centre a été dévié vers le but et détourné par la jambe gauche du gardien Mike Maignan.

L'impressionnant Diaz a forcé un arrêt crucial de Forster au début de la seconde période qui s'est largement répandu pour sauver à bout portant.

Tottenham a tenté de passer le ballon plus rapidement dans la moitié de terrain adverse et a vu Pierre-Emile Hojbjerg entrer

er dans la surface et tirer au but qui a été repoussé par Maignan.

L'AC Milan était inutile en possession et était là pour la prise, mais les Spurs n'ont pas pu les briser avant que Romero ne se glisse imprudemment sur Theo Hernandez par la ligne de touche et reçoive un deuxième carton jaune.

Maignan a réalisé un bel arrêt pour éviter une tête de Harry Kane dans le temps additionnel et sur la contre-attaque, Origgi aurait pu conclure l'égalité mais a frappé le poteau gauche.

"Sur les deux manches, c'était bien mérité pour l'AC Milan. L'équipe italienne a joué en troisième vitesse ce soir, elle n'avait pas besoin d'aller plus haut que ça.

"Les Spurs n'étaient tout simplement pas assez bons. Ils n'ont eu que deux tirs cadrés en 90 minutes et ce n'est tout simplement pas assez bon. Il y avait un

manque d'énergie et un manque d'idées. C'était tellement plat et ennuyeux.

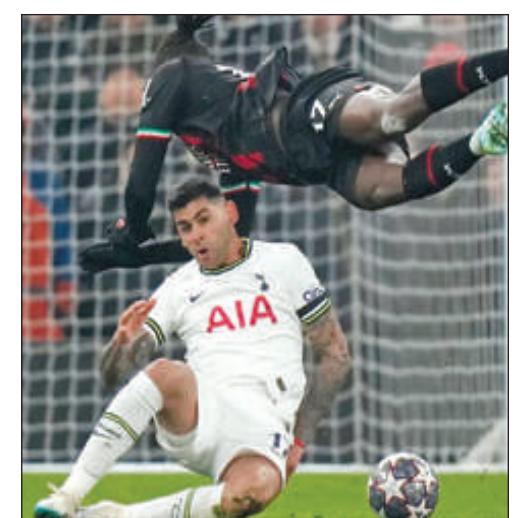
"Avant la Coupe du monde, j'étais excité et intrigué de voir où ils pourraient finir, mais depuis la Coupe du monde, avec la façon dont ils ont joué, ce n'est pas vraiment un résultat surprenant.

"Ce qui est servi semaine après semaine au club de football n'est pas bon du tout.

"Les gens disent que les Spurs ont le meilleur stade. Vous pouvez avoir la meilleure maison, mais si le mobilier n'est pas le meilleur à l'intérieur, cela n'a aucune importance. Tout le monde doit être tenu responsable.

"Daniel Levy a dit que les signatures n'étaient pas géniales et c'est bizarre parce que je suis sûr que j'ai dit quelque chose comme ça il y a six ans et que j'ai été condamné à une amende de deux semaines de salaire.

"Tout le monde doit être blâmé et il sera intéressant de voir où ils iront jusqu'à la fin de la saison."





For a smarter tomorrow



**Le 'e-commerce'
en toute
simplicité !**

**PAYEZ AVEC VOTRE
CARTE DE DÉBIT SBM**

Les achats en ligne à la portée de tous

Vous voulez faire des achats en ligne mais n'avez ni carte de crédit, ni carte prépayée ? Nous avons la solution pour vous. Désormais, vous pouvez régler vos achats sur différents sites de 'e-commerce' en utilisant simplement votre carte de débit SBM ! Pour activer cette fonctionnalité, il vous suffit d'utiliser le service Internet Banking de la SBM ou l'application SBM Mobile Banking. Vous pouvez également vous rendre dans l'agence de la SBM de votre choix ou appeler au 202 1256.



Conditions applicables.